

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG173/1
27 juillet 2004

(04-3238)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'ARMÉNIE ET LA MOLDOVA

La communication ci-après, datée du 17 juin 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Arménie.

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Le gouvernement de la République d'Arménie et le gouvernement de la République de Moldova, ci-après dénommés les parties contractantes,

S'efforçant d'œuvrer au développement de la coopération commerciale et économique entre la République d'Arménie et la République de Moldova sur la base de l'égalité et des avantages réciproques,

Se basant sur le droit souverain de chaque État de mener une politique économique extérieure indépendante,

Ayant pour objectif de promouvoir leurs activités économiques, d'assurer le plein-emploi, la croissance de la productivité et l'exploitation rationnelle des ressources,

S'efforçant de promouvoir un développement harmonieux, ainsi que la croissance du commerce international et l'élimination des obstacles au développement,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

Article premier

1. Les parties contractantes n'appliquent ni droits de douane, ni taxes ou prélèvements d'effet équivalent à l'exportation et/ou à l'importation de marchandises en provenance du territoire douanier de l'une des parties contractantes et destinées au territoire douanier de l'autre partie contractante.

Les cas particuliers concernant l'application de ce régime commercial entre les deux pays à des produits sur la base de la nomenclature convenue, seront formalisés par des documents annuels, lesquels feront partie intégrante du présent accord.

2. Aux fins du présent accord et tant que celui-ci restera en vigueur, on entend par marchandises originaires du territoire d'un pays contractant:

- a) les marchandises entièrement produites sur le territoire de la partie contractante ou;
- b) les marchandises ouvrées sur le territoire d'une partie contractante à partir de matières premières et de pièces provenant de pays tiers si cette ouvraison entraîne un changement de classement selon le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises au moins au niveau des quatre premiers chiffres;
- c) les marchandises fabriquées à partir de matières premières et de pièces mentionnées à l'alinéa b), à condition que leur coût total ne dépasse pas un certain pourcentage du prix d'exportation des marchandises mises sur le marché.

Les règles détaillées relatives à l'établissement de l'origine des marchandises sont coordonnées par les parties contractantes et consignées dans un document qui fait partie intégrante du présent accord.

Article 2

Chaque Partie s'engage à ne pas:

- frapper directement ou indirectement les marchandises relevant du présent accord, de taxes ou de prélèvements internes dépassant les taxes ou prélèvements frappant les marchandises similaires de production nationale ou en provenance de pays tiers;
- appliquer aux marchandises relevant du présent accord des restrictions ou des prescriptions spéciales plus contraignantes que les restrictions ou les prescriptions appliquées, dans des circonstances similaires, aux marchandises similaires de production nationale ou aux marchandises en provenance de pays tiers;
- en ce qui concerne l'entreposage, le transbordement, le stockage et le transport de marchandises en provenance du territoire de l'autre partie contractante et en ce qui concerne les paiements et le transfert de fonds, appliquer des règles autres que celles qui s'appliquent dans des situations similaires à ses propres marchandises ou à des marchandises en provenance de pays tiers.

Article 3

Aux fins de maintenir les liens existants et d'établir des relations commerciales et économiques essentielles aux deux pays, sur la base d'un accord mutuel, les parties peuvent établir des listes indicatives de marchandises et de services faisant l'objet d'exportations réciproques et représentant une importance capitale.

Lesdites listes indicatives seront convenues par les organes compétents des parties contractantes dans les délais et pour la période effective établis d'un commun accord et feront l'objet d'un protocole distinct, généralement annuel.

Article 4

Dans leur commerce mutuel, les parties contractantes s'abstiennent d'appliquer des mesures discriminatoires et d'introduire des restrictions quantitatives ou des mesures analogues à l'exportation et/ou l'importation des marchandises dans le cadre du présent accord.

Les parties peuvent introduire unilatéralement des restrictions quantitatives, mais uniquement dans des limites raisonnables et pour une durée strictement déterminée.

Ces restrictions doivent avoir un caractère exceptionnel et ne s'appliquer qu'en cas de déficit grave de la balance des paiements.

Une partie contractante qui applique des restrictions quantitatives au titre du présent article communique si possible à l'avance à l'autre partie des renseignements complets concernant les principaux motifs ainsi que les modalités et la durée prévue desdites restrictions. Après communication de ces renseignements, des consultations sont tenues.

L'application de restrictions quantitatives au titre du présent article fait l'objet d'un protocole distinct.

Article 5

Tous les règlements et paiements relatifs à la coopération économique commerciale entre la République d'Arménie et la République de Moldova sont effectués entre les banques autorisées des parties contractantes, conformément à l'accord.

Article 6

Les parties contractantes procèdent à intervalles réguliers à un échange d'informations sur les lois et autres textes normatifs régissant l'activité économique, ainsi que les questions relatives au commerce, aux investissements, à la fiscalité, à l'activité des banques, des compagnies d'assurance et autres services financiers, ainsi que les questions de transport et de douane, y compris les statistiques douanières.

Les parties contractantes s'informent immédiatement l'une l'autre de toute modification apportée à la législation nationale susceptible d'affecter l'exécution du présent accord.

Les organes compétents des parties contractantes coordonnent les modalités d'échange de ces informations.

Article 7

1. Les parties contractantes s'efforcent d'établir un tarif douanier commun appliqué au commerce avec les pays tiers et sont convenues à cette fin de tenir des consultations à intervalles réguliers.

2. Les parties contractantes s'informent réciproquement des droits de douane existants et de toutes les exceptions y relatives.

Article 8

Les parties contractantes reconnaissent l'incompatibilité des pratiques commerciales déloyales avec les objectifs du présent accord et s'engagent à ne pas autoriser et à éliminer les méthodes ci-après:

- les ententes entre entreprises, les décisions prises par des groupements d'entreprises et les pratiques commerciales générales visant à empêcher ou à restreindre la concurrence, ou qui perturbent l'environnement concurrentiel sur le territoire des parties contractantes;

- toute action grâce à laquelle une ou plusieurs entreprises utilisent leur position dominante pour limiter la concurrence sur l'ensemble ou sur une grande partie du territoire des parties contractantes.

Article 9

Aux fins de l'application des mesures de réglementation tarifaire et non tarifaire dans le cadre de leurs relations économiques bilatérales, de l'échange de renseignements statistiques et de l'exécution des procédures douanières, les parties contractantes utilisent la Nomenclature unifiée à neuf chiffres des marchandises visées par les activités économiques extérieures, fondée sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et sur la Nomenclature tarifaire et statistique combinée de la CEE. Pour leurs propres besoins, elles peuvent développer cette nomenclature au-delà des neuf chiffres si nécessaire.

L'introduction de la Nomenclature des marchandises de référence se fait sur une base mutuellement convenue par le biais des représentations auprès des organisations internationales compétentes.

Article 10

Les parties contractantes conviennent que le respect du principe de la liberté de transit constitue la principale condition à satisfaire pour atteindre les objectifs du présent accord et un élément essentiel de leur intégration au système de division du travail et de coopération internationales.

Sur cette base, chaque partie contractante garantit la liberté de transit, sur son territoire, de marchandises en provenance du territoire douanier de l'autre partie contractante ou de pays tiers et destinées au territoire douanier de l'autre partie contractante ou de tout autre pays tiers. Chaque partie contractante met à la disposition des exportateurs, des importateurs ou des transporteurs tous les moyens et services disponibles et nécessaires pour assurer le transit à des conditions non moins favorables que celles qui sont accordées à leurs propres exportateurs, importateurs ou transporteurs ou à ceux de tout État tiers.

Les parties contractantes concluront un accord spécial sur le transit.

Article 11

Le présent accord ne compromet en rien le droit des parties contractantes de prendre les mesures généralement admises dans la pratique internationale qu'elles jugent nécessaires pour protéger leurs intérêts vitaux ou qui sont de toute évidence nécessaires à l'exécution d'accords internationaux dont elles sont ou ont l'intention de devenir signataires, si lesdites mesures concernent:

- des informations ayant des incidences sur les intérêts de la défense nationale;
- le commerce d'armes, de munitions et de matériel militaire;
- la recherche ou la production ayant trait aux besoins de la défense;
- la livraison de matières ou de matériels utilisés dans l'industrie nucléaire;
- la défense de la moralité publique et de l'ordre public;

- la protection de la propriété industrielle ou intellectuelle;
- l'or, l'argent, les métaux ou pierres précieuses;
- la protection de la santé des personnes, des animaux et des végétaux.

Article 12

Afin de suivre une politique coordonnée en matière de contrôle des exportations vis-à-vis des pays tiers, les parties contractantes tiennent des consultations à intervalles réguliers et prennent des mesures convenues d'un commun accord en vue de la mise en place d'un système efficace de contrôle des exportations.

Article 13

Les dispositions du présent accord remplacent les dispositions des accords conclus antérieurement par les parties contractantes dans la mesure où elles sont soit incompatibles, soit identiques.

Article 14

Rien dans le présent accord n'empêche l'une ou l'autre des parties contractantes d'établir avec des pays qui ne sont pas parties au présent accord et avec leurs associations et organisations internationales des relations qui ne sont pas contraires aux dispositions ou objectifs du présent accord.

Article 15

Les différends entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent accord sont réglés par voie de négociation.

Les parties contractantes s'efforcent d'éviter toute situation de conflit dans le cadre de leurs échanges réciproques.

Les parties contractantes décident que tout différend ou toute contestation qui surviendrait entre entités économiques des deux pays portant sur l'interprétation ou l'exécution de contrats ou transactions et qui ne pourrait être réglé(e) à l'amiable dans le cadre de consultations ou de négociations, sauf disposition contraire, relève de la compétence exclusive des tribunaux d'arbitrage (permanents ou *ad hoc*) établis sur le territoire des parties contractantes ou sur le territoire d'États tiers choisis par les parties ayant signé le contrat.

Les parties peuvent également décider du droit substantiel, des normes et des procédures régissant une affaire, ainsi que du lieu où celle-ci sera tranchée.

Les parties assurent sur leur territoire des moyens efficaces pour la reconnaissance et l'exécution des décisions d'arbitrage.

Article 16

Pour concrétiser les objectifs du présent accord et formuler des recommandations visant à améliorer la coopération commerciale et économique entre les deux États, les parties contractantes conviennent d'établir une commission mixte arméno-moldove qui se réunit à la demande de l'une ou l'autre partie dans la République d'Arménie ou dans la République de Moldova.

Article 17

Les parties contractantes sont convenues que la République d'Arménie peut établir sa représentation commerciale en République de Moldova et que celle-ci peut établir sa représentation commerciale en République d'Arménie. Le statut juridique de ces représentations commerciales, ainsi que leurs fonctions et leur lieu d'implantation font l'objet d'un accord distinct entre les parties contractantes.

Article 18

Tout État peut adhérer au présent accord selon les modalités convenues entre cet État et les parties contractantes.

Article 19

Le présent accord entre en vigueur dès l'échange par les parties contractantes des avis indiquant que les procédures internes nécessaires ont été achevées.

Le présent accord deviendra caduc à l'issue d'un délai de 12 mois à compter de la date de la notification écrite de l'une des parties contractantes le dénonçant.

Après son expiration, le présent accord s'appliquera aux contrats entre entreprises et organisations des deux pays conclus mais non exécutés durant la période de validité de l'accord.

Fait dans la ville d'Achkhabad, le 24 décembre 1993, en deux versions originales, en arménien, en roumain et en russe, tous les textes faisant également foi.

Aux fins de l'interprétation des dispositions du présent accord, le texte en langue russe sera utilisé.

L'accord est entré en vigueur le 21 décembre 1995.
